

ÉCONOMIE Obsédé pendant quarante ans par l'utilité et l'efficacité aux dépens de l'environnement et, parfois, de la liberté individuelle, le libéralisme est en crise. Comment le régénérer et le placer à la hauteur des enjeux climatiques et numériques du XXI^e siècle?



Ces dernières années, le libéralisme vit une crise profonde, renforcée par l'interventionnisme étatique. (TOULOUSE, 10 OCTOBRE 2017/ALAIN PITTON/NURPHOTO)

La quête d'un nouveau souffle libéral

ALINE BASSIN

@bassineline

Le 9 novembre 1989. Dans la pénombre profonde de la nuit berlinoise, les premières pierres du Mur vacillent, puis tombent. Elles cèdent sous les coups de boutoir d'une population en liesse des deux côtés d'un édifice qui a scindé la ville allemande en deux durant vingt-huit années. Le début symbolique de ce que le politologue Francis Fukuyama imaginera comme *La Fin de l'histoire* dans un des essais les plus retentissants du crépuscule du XX^e siècle: le triomphe de la démocratie et du libéralisme sur le communisme, à l'issue de quatre décennies de guerre froide.

Aussi indomptable qu'insaisissable, cette fameuse histoire ne va toutefois pas se laisser figer ainsi, prenant un malin plaisir à faire mentir la prédiction du penseur américain. Dans les années 1990, le passage complètement raté à l'économie de marché en Russie favorisera l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir, après que le pays eut fait défaut en 1998. Dix ans plus tard, la crise des crédits immobiliers aux États-Unis qui a failli précipiter la planète dans une dépression économique profonde montrera à son tour les limites d'un système financier massivement dérégulé.

Pire que ça, les injections massives de liquidités dans le système par les banques centrales pour éviter le pire vont accentuer les inégalités sociales dans de nombreux pays; les plus aisés vont profiter de cette manne financière et de la révolution numérique en marche pour réaliser de juteux investissements et accroître ainsi leur fortune.

■ La menace d'un totalitarisme numérique

Pendant que Wall Street vacille, la Silicon Valley poursuit sa marche vers la suprématie technologique. Elle accouche des GAFA (Google, Amazon, Facebook et Apple). De nouveaux et puissants monopoles assis sur des montagnes de données personnelles ont vu le jour, porteurs d'une autre forme de menace pour les citoyens épris de liberté: le spectre d'un capitalisme d'influence et de surveillance, à même de manipuler et de contrôler l'opinion publique.

Parmi les disciples d'une école de pensée qui a façonné les sociétés occidentales contemporaines, ils sont nombreux à admettre que le libéralisme vit une crise

profonde, renforcée par l'interventionnisme étatique observé depuis la pandémie de covid et l'agression de l'Ukraine par la Russie. Francis Fukuyama, qui a bien constaté que l'histoire n'avait pas dit son dernier mot, n'est pas en reste. Auteur en 2021 de *Liberalism and Its Discontents* («Le libéralisme et ses mécontentements», uniquement disponible en anglais), le penseur américain se livre à un constat sans appel sur l'état d'une idéologie qu'il continue de chérir.

«Le grand défi pour la liberté, c'est que jamais un acteur central ne puisse choisir à la place des individus»

NICOLAS JUTZET, ÉCONOMISTE

A ses yeux, les inégalités qui se sont accentuées depuis le début du siècle ont formé le creuset des attaques contre le libéralisme et le système capitaliste qui lui est associé. Pour le penseur israélien Yuval Noah Harari, auteur des best-sellers *Sapiens* et *Homo deus*, il faut créer un «phénix» libéral pour sauver l'idéologie théorisée par Adam Smith. Le changement climatique, la société des données et la réduction des inégalités représentent trois gros défis contemporains à relever pour des démocraties libérales sous pression. Petit passage en revue non exhaustif des solutions proposées.

■ Créer un marché mondial du carbone

La question des externalités négatives de l'activité économique a beaucoup été étudiée par les penseurs modernes du libéralisme. En 2018, William Nordhaus et Paul Romer ont reçu le Prix Nobel d'économie pour leurs travaux dans le domaine. «De manière étonnante, quand j'ai commencé mes études à Saint-Gall, j'ai constaté que cette question intéressait les économistes depuis quarante à cinquante ans et qu'en fait la réponse n'était pas très compliquée», regrette Nicolas Jutzet. Fervent partisan d'une société libérale, le jeune économiste

suisse rappelle qu'il suffit de donner un «prix au carbone» pour qu'il s'intègre dans les mécanismes de formation des prix.

Reste à savoir quelle approche choisir: taxes ou quotas d'émission? Nicolas Jutzet privilégie la seconde piste. «Chaque année, on met un certain quota de carbone sur le marché. En donnant un prix au carbone, les entreprises peuvent s'organiser entre elles. Celles qui polluent le plus paient des quotas à celles qui polluent moins. Avec le temps, les émissions baisseront sans qu'il y ait besoin d'un Etat centralisé qui décide de tout.»

Mais attention aux distorsions de marché qui rendent l'approche inefficace, telle l'exemption de certains acteurs très polluants comme l'a autorisé l'Union européenne, par exemple pour la sidérurgie ou le ciment. «C'est là que l'on retombe dans le clientélisme politique», déplore Nicolas Jutzet.

«Le problème des taxes et des certificats d'émissions, c'est qu'il faut une approche globale et concertée, sinon vous créez des désavantages compétitifs», remarque Jérôme Cosandey, directeur romand d'Avenir Suisse. Le laboratoire d'idées libéral a consacré l'an dernier une publication à la question: *Une Politique climatique efficace*. Les auteurs de l'ouvrage insistent sur la nécessité de mettre en place une approche mondiale pour éviter un «paradoxe vert»: «Si l'offre de combustibles fossiles reste la même, la réduction de la demande fera baisser leurs prix. Ainsi, le CO₂ «économisé» à un endroit sera émis ailleurs.»

Avec l'échec de la COP27 à Charm el-Cheikh, le chemin pour passer de la parole aux actes paraît plus que jamais semé d'embûches et le temps presse face à l'urgence climatique. En 2015, William Nordhaus a proposé – en vain pour l'heure – de créer une coalition de pays prêts à fixer un prix du carbone. Cette alliance prendrait des sanctions financières, par exemple des droits de douane plus élevés, à l'encontre des pays qui refuseraient de s'engager.

■ Rendre l'individu maître de son destin numérique

Prix Nobel en 1974, l'économiste autrichien Friedrich Hayek voyait comme facteur d'échec des systèmes collectivistes l'impossibilité de maîtriser toute l'information à disposition.

L'avènement des géants du numérique et de l'intelligence artificielle a fait péné-

trer l'humanité dans une nouvelle ère car cette barrière peut désormais tomber. L'intellectuel israélien Yuval Noah Harari pointe les dangers de la révolution numérique qui mettent à mal, selon lui, le libéralisme parce que les technologies peuvent déterminer les choix des individus.

«Le numérique facilite la collecte d'informations, ce qui rend un acteur central moins inefficace que dans le passé et lui donne l'impression de mieux savoir que nous-mêmes ce qu'il faut faire», observe Nicolas Jutzet. La hantise du libéralisme. «Le grand défi pour la liberté, c'est que jamais un acteur central ne puisse choisir à la place des individus, observe le jeune homme, actif au sein de l'Institut libéral suisse. Cela peut paraître paradoxal mais l'individu doit à tout prix garder le droit de se tromper.»

Traditionnellement, le pouvoir politique a eu tendance à casser les monopoles ou les oligopoles pour rétablir et assurer la fluidité de la concurrence, pièce maîtresse du libéralisme. Faut-il démanteler les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft)? Les libéraux se montrent souvent sceptiques, proposant plutôt de rendre à l'être humain la propriété de ses données personnelles.

L'aggiornamento du libéralisme ne se fera pas demain, ni après-demain

Pour le philosophe français Gaspard Koenig, il faut «organiser le marché» et rétablir «des droits de propriété». Les données doivent donc devenir «patrimoniales» et revenir à leur producteur, celui qui «fabrique la data», précise le fondateur du think tank GenerationLibre. Il s'inscrit sur ce point dans la lignée de l'essayiste et chercheur en informatique américain Jaron Lanier.

Considéré comme un pionnier du numérique, celui-ci met régulièrement en garde contre l'accroissement des inégalités résultant, selon lui, des progrès technologiques et a plâché sur des modèles d'affaires numériques plus libéraux. «Chacun va définir ses propres conditions d'utilisation. Plus je laisse traîner mes données, plus je suis payé car je rapporte de l'argent

à la plateforme pour le service qu'elle me rend. Du point de vue d'un marché classique, il est normal que je sois rémunéré», détaille Gaspard Koenig. «Si, en revanche, je décide de tout fermer, il sera normal de payer le prix du service, évalué par exemple à 10 dollars pour Facebook.»

■ L'introduction d'un revenu universel

Le 5 juin 2016, les Suisses ont refusé à 76,9% l'introduction d'un revenu de base inconditionnel, rejetant ainsi sèchement une initiative lancée par un comité de citoyens. Il s'agit probablement du seul Etat qui s'est prononcé de manière souveraine sur une idée fort ancienne lancée en 1796 par Thomas Paine, dans la foulée de la Déclaration universelle des droits de l'homme mais l'idée fait régulièrement débat.

Souvent attribuée à tort plutôt à la gauche, elle divise au sein de la communauté intellectuelle libérale. Milton Friedman, considéré comme le père du néolibéralisme moderne, l'a aussi envisagée en 1962 dans son livre *Capitalisme et liberté*, sous la forme d'un impôt négatif versé aux particuliers en dessous d'un certain seuil de revenu baptisé point d'équilibre.

Gaspard Koenig promeut également activement une mesure qui doit permettre à tout citoyen de garder son libre choix, indépendamment de toute considération matérielle. «Cela doit être fait très sérieusement et peut-être modestement pour commencer», insiste l'intellectuel français, relevant qu'il s'agit d'une piste très importante pour redonner le «pouvoir à l'individu de dire non» et de retrouver son «arrière-boutique», selon une expression chère à Montaigne.

Alors que l'Europe, berceau du libéralisme, redécouvre la guerre, l'aggiornamento du libéralisme ne se fera pas demain, ni après-demain. Les apôtres de cette doctrine sont conscients qu'ils vont devoir composer avec un «temps long», cher à Gaspard Koenig. Ils sont prêts à attendre, forts de la conviction qu'au plus loin que la mémoire mondiale nous porte aucune approche, aucune forme d'organisation n'a permis d'extraire autant de personnes de la pauvreté, leur ouvrant des perspectives inimaginables auparavant.

Convaincus également que c'est toujours dans l'adversité que le libéralisme s'est le mieux reconstruit pour s'imposer, les autres systèmes montrant à leur tour leurs limites, leurs faiblesses et leurs failles. ■